

# *l'Anti*capitaliste

n°694 | 8 février 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**PALESTINE: 75 ANS D'OCCUPATION,  
QUATRE MOIS DE GUERRE**



**ARRÊT IMMÉDIAT**

**DES MASSACRES**

**ET DE LA COLONISATION**

## ZOOM

Agriculture. La FNSEA obtient satisfaction, pas les paysanNEs!

Page 3

## ARGUMENTS

Amériques latines: périls, luttés et espoirs

Pages 4-5

## LUTTER

Éducation. Le gouvernement veut la guerre scolaire

Page 6

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Jean-Pierre Martin, auteur d'«Accueil, une clinique d'hospitalité»

Page 8

## Édito

### Le logement, ils s'en moquent et ne s'en cachent plus

Par **JMB**

Il lui fallait un truc qui fasse choc. Le nouveau Premier ministre lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée devait marquer les esprits avec une proposition bien de droite, bien crade, pas woke du tout ! On imagine la discussion préalable avec son équipe passant en revue l'ensemble des possibles. Après la loi contre l'immigration, difficile de remettre le couvert ; sur l'école AOC fait le job, et sur l'agriculture ça chauffe trop. Eh bien, il a trouvé ! Et c'est cohérent avec tout ce qui a été fait depuis des années : intégrer dans le quota de logements sociaux les logements intermédiaires pour cadres, qui représentent 3% à peine des demandeurEs. En 2025, toutes les communes soumises à la loi SRU devront avoir 25% de logements sociaux. On est très loin du compte ! Sur les 1031 communes concernées, à peine 372 d'entre elles ont atteint leurs objectifs, et cette situation va s'aggraver. La loi impose des sanctions aux villes récalcitrantes, mais dans les faits leurs maires préfèrent souvent payer plutôt que d'y souscrire. Certains prennent même la loi SRU à rebours et l'utilisent pour ramener le nombre de logements sociaux à 25% quand ils sont au-dessus. Est-ce vraiment nouveau dans la politique des gouvernements Macron ? Non, la crise du logement est là et bien là, et il s'en moque. Année après année, la fondation Abbé-Pierre publie ses chiffres qui disent tous la même chose : le nombre de demandeurEs d'un logement social va croissant et atteint en 2023 le chiffre record de 2,3 millions. Toutes les mesures qui ont été prises sont des attaques contre le logement social : ponctions financières dans les caisses des bailleurs, TVA portée de 5 à 10%, construction de logements en berne pendant que l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) poursuit son travail de démolition des quartiers populaires engagé depuis vingt ans. Le coup d'Attal, c'est aussi un coup fatal pour la loi DALO qui n'est pas non plus appliquée, si nombreux sont celles et ceux reconnuEs prioritaires qui n'accèdent pas à un logement. Elisabeth Borne avait commencé en demandant aux préfets de ne plus reloger les prioritaires DALO dans les quartiers populaires. Aujourd'hui Attal réduit le nombre de logements auxquels ils peuvent accéder. Où vont-ils se loger ? Macron, Attal et leurs amis s'en moquent et ne s'en cachent plus.

### Bien dit

*Nous appelons les salariés et les paysans à s'unir pour mettre fin au vol de leur travail par les multinationales et par les actionnaires.*

Tribune « Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole » parue dans *Libération* le 1<sup>er</sup> février, signée par la Confédération paysanne, la CGT, Solidaires, la FSU et le Modéf.

## À la Une

# PALESTINE Arrêt immédiat des massacres et de la colonisation

Jeudi 1<sup>er</sup> février, des militantEs et des collectifs de solidarité belges et français se sont retrouvés à Bruxelles pour crier leur colère face au génocide en cours en Palestine et se faire entendre face au Parlement européen.

La date internationale correspondait à l'arrivée d'une marche partie de Paris le samedi 20 janvier dernier et qui aura duré dix jours. Organisée par le collectif « Marchons pour la Palestine », les marcheurEs voulaient interpeller les chefs d'État européens réunis ce jour-là, sur les crimes commis par Israël et réclamer un cessez-le-feu immédiat pour arrêter le génocide en cours à Gaza.

### Complicité de génocide

À ce titre, la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ), puis le rendu du jugement, ont eu un impact symbolique important pour la lutte du peuple palestinien et la solidarité à travers le monde. Nous avons peu d'illusions sur le droit international et sa capacité à contraindre les États, en particulier Israël, dans ses desseins génocidaires. Il n'est pourtant pas anodin qu'une cour internationale ordonne à Israël d'empêcher qu'un génocide ne se produise à Gaza, en précisant qu'il « existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé » au peuple palestinien à Gaza. Et la réponse des alliés d'Israël ne s'est pas fait attendre : entre minimisation de la décision et annonce coordonnée de suspension des financements destinés à l'UNWRA sur la base d'allégations qui émanent directement de l'État israélien, le camp occidental a fait bloc, devenant au passage des participants actifs au génocide en cours.

### L'UNWRA au bord de l'effondrement

Quatre mois après le début de la guerre, et alors qu'on



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

dénombrer selon les estimations les plus basses plus de 27 000 mortEs, personne n'est épargné dans la bande de Gaza. Les PalestinienNEs qui ne meurent pas des bombardements, des tirs de l'armée ou d'attaques à l'arme chimique, décèdent des suites de leurs blessures, des maladies mais surtout de la faim. Plus de 500 000 PalestinienNEs sont face à un risque imminent de famine, alors que des camions d'aide humanitaire chargés de nourriture sont bloqués au checkpoint de Rafah... que l'armée israélienne menace à présent de bombarder ! L'impossibilité pour l'UNWRA d'exercer son mandat faute de recevoir les deux tiers de son budget signifie une condamnation collective des survivantEs. Cela aura aussi des conséquences désastreuses pour l'ensemble des réfugiéEs palestinienNEs à Jérusalem-Est, en Cisjordanie

mais aussi en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Pourtant, sans les ventes d'armes et les « aides » par milliards de dollars, Israël ne pourrait pas se permettre cette guerre et n'a d'ailleurs atteint aucun de ses objectifs. La destruction en cours du peuple palestinien ne perdure que grâce au soutien d'États impérialistes, les États-Unis en tête, qui continuent de déstabiliser la région, des bombardements sur les zones contrôlées par les Houthis au Yémen aux frappes en Syrie et en Irak sur des positions de forces pro-iraniennes, au risque d'une nouvelle guerre.

### Plus que jamais, amplifier le mouvement de solidarité!

Face aux massacres, les populations du monde entier restent mobilisées. Nous devons poursuivre la construction d'un mouvement de solidarité antiguerre pour réussir à unifier les organi-

sations du mouvement ouvrier et mobiliser toutes les personnes qui cherchent à s'engager, par la construction de comités de quartiers ou l'organisation d'actions et de réunions publiques. Alors que la répression et la censure se poursuivent contre celles et ceux qui dénoncent le génocide en cours, la pression doit aussi être maintenue sur nos gouvernements soutiens du gouvernement d'extrême droite israélien, prêts à bafouer le droit international dès qu'il vient imposer des limites à leurs stratégies guerrières. Organiser aussi la solidarité internationaliste concrète par l'aide aux réfugiéEs, la stratégie de la grève pour impacter les livraisons d'armes ou encore l'envoi d'aide humanitaire en Palestine. Cette solidarité passe enfin par la participation à la campagne BDS, comme le 17 février prochain, journée d'action nationale. **Louisa D. et Manon Boltansky**



Le 1<sup>er</sup> février, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à l'appel du collectif « Marchons pour la Palestine » et de collectifs et organisations belges et françaises, à Bruxelles pour demander un cessez-le-feu à Gaza et interpeller le Parlement européen sur le génocide en cours sur lequel la Cour internationale de justice alerte. La solidarité internationale contre le colonialisme doit s'amplifier. © NPA

# AGRICULTURE La FNSEA obtient satisfaction, pas les paysanNEs!

En apparence, tout rentre dans l'ordre, les barrages sont levés, la mobilisation des agriculteurs est terminée. Est-ce à dire les paysanNEs qui ont du mal à vivre de leur travail vont voir leur situation s'améliorer?

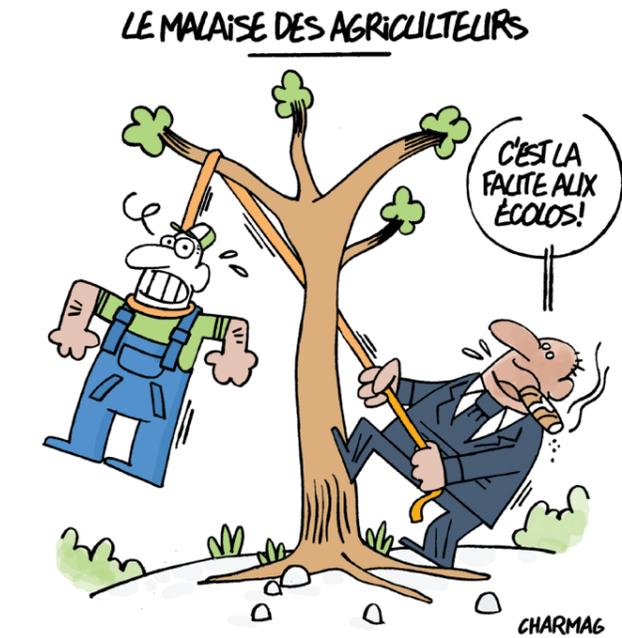
J eudi 1<sup>er</sup> février, le discours d'Attal à peine terminé, la FNSEA (et les Jeunes Agriculteurs) ont appelé les agriculteurs à « rentrer dans les fermes ». Les représentants des intérêts de l'agriculture productiviste ont de quoi être satisfaits.

## FNSEA: 1; biodiversité: 0

Le Premier ministre a annoncé la « mise en pause » du plan Écophyto — programme de réduction des pesticides lancé en 2008. La veille, il avait obtenu de la Commission européenne la dérogation sur les 4% de terres agricoles en jachère (subvention de la PAC pour laisser des terres au repos). Quelques jours plus tôt, il avait placé les agents de l'Office français de la biodiversité sous la tutelle des préfets. Autant de revendications de la FNSEA. Autant de mauvais coups contre la biodiversité!

## Rien n'est réglé

Les réponses du gouvernement se situent entièrement et exclusivement sur le terrain de la FNSEA, celui de la destruction du droit de l'environnement sous la bannière de la suppression des normes et des contrôles, loin des causes profondes du désespoir des pay-



sanNEs. Comme le constate la Confédération paysanne, qui appelle à continuer le mouvement: « Rien pour garantir le revenu [...] rien de concret pour garantir des prix rémunérateurs et une PAC plus juste [...]. Rien non plus sur la sortie des accords de libre-échange, ni sur une loi EGALIM efficace ».

Le combat pour une agriculture permettant à des paysanNEs

et des salariéEs, nombreuxEs, de vivre bien de leur travail est devant nous. Il rejoint celui pour l'accès à une nourriture saine pour toutEs, comme les luttes contre l'appropriation de l'eau et l'artificialisation des terres, contre leur empoisonnement par les pesticides et engrais chimiques... Les déclarations syndicales, les actions des mouvements et associations

écologistes sont très importantes pour faire front contre l'agro-industrie, contre les politiques néolibérales et pour contrer l'offensive menée par l'extrême droite.

## Au plan politique

Les politiques néolibérales sont soutenues par la droite comme par l'extrême droite. En novembre 2021, alors que LFI, PS et ÉELV s'y sont unanimement opposés, les députéEs RN, Républicains et Renaissance (moins un) ont tous voté pour la nouvelle PAC. Ces choix politiques provoquent des catastrophes sociales, humaines et écologiques toujours plus graves auxquelles répondent des révoltes, mais faute d'alternatives émancipatrices porteuses de justice sociale et écologique suffisamment audibles, les courants d'extrême droite y occupent une place importante et en usurpent le bénéfice politique. Ce nouvel épisode montre l'urgence criante d'une perspective écosocialiste articulant mesures d'urgence et projet de société désirable, d'un outil politique unitaire, radical et démocratique pour la porter.

Christine Poupin

# SOCIAL Reconstruire une mobilisation contre la politique du gouvernement

Le choix des membres du nouveau gouvernement montrent la volonté de Macron de rompre avec E. Borne. Macron a demandé des « ministres révolutionnaires », « pas des gestionnaires ». Il souhaite, après la défaite du mouvement sur les retraites, continuer et accélérer les attaques contre le monde du travail. Cela dans un contexte économique très dégradé, le PIB français ne progressant que de 0,9% sur 2023, avec notamment une baisse de 4,7% de la consommation alimentaire en supermarchés après celle de 3,6% en 2022 et après que la productivité a chuté de 5% depuis 2019.

## Les annonces scandaleuses du Premier ministre

Le pouvoir annonce toujours plus de mesures de dérégulation, notamment sur les salaires qu'il prétend vouloir augmenter mais surtout « désmicardiser »... pour mieux faire pression sur les salaires! Le logement social est la cible d'un désengagement massif et c'est désormais la loi SRU qui pourra être contournée. Il continue à attaquer les sans-emplois avec la généralisation du travail forcé de 15 heures par semaine pour les bénéficiaires du RSA. Toutes ces annonces sont véritablement très graves si on les relie à l'appauvrissement et à l'inflation très fortes ces dernières années.

Le gouvernement veut aussi contrôler les « classes dangereuses » en s'attaquant d'abord de façon très dure à la jeunesse: l'uniforme à l'école pour 2026, le Service national universel et les « travaux d'intérêt éducatif » ont pour objectif de discipliner cette jeunesse qui semble régulièrement prête à se révolter contre les injustices de la

La déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre, Gabriel Attal, la composition de son gouvernement et ses premières prises de position montrent à la fois la détermination du pouvoir et une grande fragilité qui pourrait bien ouvrir des possibilités aux luttes.

GABRIEL ATTAL DANS LES PAS DE SARKOZY



société, tandis que la sélection sociale serait décuplée par une série de mesures comme les groupes de niveaux, la sélection à l'entrée du lycée par l'examen du brevet des collèges, sans parler des multiples agressions contre l'école publique incarnées par la ministre de l'Éducation nationale.

Et, bien entendu, le pouvoir ne veut rien entendre des mobilisations des classes populaires contre la loi Darmanin et contre le soutien inconditionnel de Macron à Israël.

## Des mobilisations sont possibles et nécessaires

Les mobilisations des paysanNEs et des personnelEs de l'Éducation montrent que certaines couches sociales ne sont pas prêtes

à accepter la situation, et sont capables de mettre en difficulté le gouvernement.

La CGT, de son côté, encourage les salariéEs à se mettre en grève pour réclamer des augmentations de salaires. Alors qu'Attal veut que les jeunes apprennent « à respecter l'autorité », il faut que nous montrions au pouvoir par les mobilisations, que nous ne respecterons jamais son autorité, sa politique, sa violence.

En préparant dès maintenant les prochaines mobilisations, le 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, et le 19 mars avec l'appel de l'intersyndicale dans la fonction publique. Par de multiples actions unitaires, nous pouvons reconstruire le rapport de forces nécessaire contre ce gouvernement.

Antoine Larrache

1 - Béatrice Madeline, « Croissance: la France engluee dans la stagnation », le Monde, 20 janvier 2024.

## À lire sur le site



**Italie: révolte des agriculteurs ou nœud gordien du système mondial?**, par Marco Giuseppe Toma



**Chez Stellantis, même les congés payés sont attaqués**, par Blog NPA Auto Critique

## No comment

Je suis assez gêné de voir cette nouvelle mode chez nos politiciens de ne pas avoir d'enfants

GUILLAUME PELTIER, vice-président exécutif de Reconquête sur CNews le 5 février 2024, nommant Emmanuel Macron, Gabriel Attal, François-Xavier Bellamy et Jordan Bardella.

## Agenda

**Jeudi 8 février, meeting jeunes avec Philippe Poutou, Toulouse.** À 18h, local du NPA 31, 9, rue Comeille, métro Arènes.

**Samedi 10 février, rencontre-débat L'extrême droite ne fera pas sa loi, Paris.** 10h-11h30, *Quels enseignements tirer du 12 février 1934 et ses suites*, 12h-13h30, *Construire la riposte antifasciste aujourd'hui*. À la bourse du travail (salle Croizat), 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>.

**Samedi 10 février, manifestation contre l'extrême droite, Paris.** À 15h, République, à l'appel de la CGT Paris.



**Samedi 24 février, marche pour l'Ukraine, Paris.** À 14h, République.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction:** redaction@npa2009.org

**Tirage:** 6500 exemplaires

**Diffusion:** diffusion.presse@npa2009.org

**Directeur de publication:** Julien Salingue

**Administration:** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Secrétaire de rédaction:** Fabienne Brifault

**Numéro ISSN:** 2269-3696

**Maquette:** Ambre Bragard

**Commission paritaire:** 0419 P 11508

**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).





## Amériques latines

# PÉRILS, LUTTES ET ESPOIRS

*La récente — et nette — victoire électorale de l'ultralibéral fascisant Milei en Argentine sonne comme un glas dans toute l'Amérique latine et la Caraïbe. La mobilisation d'une partie significative du peuple argentin y résonne aussi comme un appel à la résistance au-delà des frontières de ce grand pays du Cône Sud.*

*Dossier réalisé par la Commission Amérique latine du NPA*



La turbulente situation actuelle, pleine de dangers mais aussi d'espoirs, n'est pas propre à la région, mais elle y est particulièrement aiguë et, au-delà des particularités de chaque pays, elle comporte des tendances communes qui peuvent l'expliquer. Il y a cinquante ans le panorama latino-américain était dominé par l'affrontement ouvert entre d'une part guérillas, gouvernements nationalistes ou soulèvements révolutionnaires contre, d'autre part, coups d'État réactionnaires et dictatures civilo-militaires, dans un continent marqué par le mal-développement et la domination de l'impérialisme étatsunien. Aujourd'hui, l'affrontement est multiforme : il oppose résistances populaires, syndicales, indigènes, féministes, écologiques aux élites nationales et internationales de la mondialisation capitaliste. Le pouvoir politique est disputé par des partis institutionnels « progressistes », de plus en plus modérés, voire menant ouvertement des politiques austéritaires, qui alternent avec des droites et de « nouvelles » extrêmes droites. Les soubresauts de l'économie mondiale, tout comme les concurrences interimpérialistes dictent en partie les conditions de ces conflits de classe.

**Des secousses économiques profondes**  
Au début du 21<sup>e</sup> siècle, l'entrée de la Chine à l'OMC et l'accélération de la libéralisation des échanges a provoqué un boom sur les prix des matières premières et agricoles. Cela a incité les gouvernements du sous-continent à intensifier des réformes socio-économiques souvent fondées sur l'extraction de ressources primaires et leur exportation, sur l'intensification de l'agriculture productiviste, tout en consolidant des modèles de développement « rentiers », marqués par l'échange (néo)colonial. Ceci avec pour conséquence, certes une manne de devises qui a permis des politiques sociales et de redistribution importantes, mais aux conséquences environnementales dramatiques et avec de nom-

**Quand, après 2008 et surtout à partir de 2015, les prix de ces matières premières ont chuté sur le marché mondial, il n'a plus été question de politiques redistributives**

breuses difficultés au moment de diversifier l'économie. Quand, après 2008 et surtout à partir de 2015, les prix de ces matières premières ont chuté sur le marché mondial, il n'a plus été question de politiques redistributives, d'autant qu'une série de gouvernements conservateurs sont revenus au pouvoir, en appliquant des politiques ultralibérales. En 2022, plus de 200 millions de personnes vivaient à nouveau en dessous du seuil de pauvreté dans la région, tandis que le travail informel concernait 53% de la population active. Et presque 500 000 personnes fuient chaque année leur pays, poussées par la crise, la violence ou la faim.

**Une instabilité politique croissante**  
Le « tournant à gauche » des années 2000 avait vu des gouvernements engagés dans des politiques de rupture (plus ou moins marquée) avec le libéralisme et de distanciation vis-à-vis des États-Unis, favorisées par la conjoncture économique et appuyées sur un soutien populaire massif. Cependant ces mêmes forces politiques n'ont — pour la plupart — pas affronté les classes dominantes de leur pays (par des politiques fiscales ou d'expropriations audacieuses notamment), ni su concrétiser des plans de sortie de l'économie extractiviste et productiviste, faute aussi d'une véritable coopération au plan continental et mondial. Au contraire, beaucoup d'entre eux ont fini par s'opposer à leurs propres bases populaires et par s'engager clairement dans des dynamiques autoritaires (à commencer par l'expérience bolivarienne au



**À partir de 2014, la crise économique, l'usure du pouvoir et la bureaucratization des « progressistes » ont favorisé le retour de droites de plus en plus radicales**

Venezuela). À partir de 2014, la crise économique, l'usure du pouvoir et la bureaucratization des « progressistes » ont favorisé — presque partout — le retour, par des victoires électorales ou des « coups d'État institutionnels » de droites de plus en plus radicales. Celles-ci contrôlant de plus la plupart des grands médias et une partie des systèmes judiciaires, portées par la poussée des Églises évangélistes, ont intensifié les politiques d'austérité, accru les répressions et la militarisation des sociétés (c'est aussi le cas dans des pays comme le Nicaragua de Daniel Ortega). L'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, en 2019, au Brésil en est le reflet paradigmatique. Dans de nombreux pays les travailleurEs et la jeunesse précarisée, les femmes et les féministes, les communautés autochtones ont répondu par de grands mouvements (comme au Chili, en Colombie et en Équateur en 2019) et des mobilisations qui ont, incontestablement, freiné la réaction. Depuis 2020, de nouveaux exécutifs diversement « progressistes » ou de gauche

s'affirment de nouveau sur la scène politique latino-américaine (comme au Mexique, en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Brésil ou au Guatemala). Mais sur une base nettement plus « dégradée » que lors des décennies précédentes et souvent en alliance avec des fractions avérées de la droite et de la bourgeoisie. Après la vague de la pandémie, le contexte est dominé par la crise des politiques sociales, l'explosion de la précarité et des violences et la désillusion face aux faiblesses et contradictions des gauches au pouvoir. C'est sur ce terreau que croissent les

droites les plus extrêmes et que leurs discours réactionnaires portent jusqu'au plus profond des sociétés.

**Transformer les résistances en alternatives**

Comme le montrent les récents résultats électoraux — contradictoires — en Équateur ou au Chili, la victoire écrasante de Milei et le début de riposte populaire en Argentine, la situation dessine un rapport de forces particulièrement instable, certes très inquiétant mais où rien n'est encore joué. Les extrêmes droites dans leur diversité, leurs soutiens dans les appareils d'État, au sein des classes dominantes comme de certains secteurs populaires, sont incontestablement en ascension. De plus en plus, elles peuvent apparaître aux yeux de larges secteurs de la bourgeoisie et des partis tra-

ditionnels comme un recours possible dans un contexte de guerre économique où il faut discipliner les « classes dangereuses ». La réorganisation des réseaux du narcotraffic et leurs violences brutales participent aussi de la montée en force de la question sécuritaire. Néanmoins, partout dans le continent, les mouvements sociaux et populaires multiplient les mobilisations. C'est particulièrement le cas des luttes féministes dans plusieurs pays. L'urgence reste dans l'unification « par en bas » de toutes les résistances émancipatrices pour les faire converger autour de revendications communes en rupture avec les impérialismes, le capitalisme, l'extractivisme, le patriarcat. Car, au-delà des simples changements institutionnels, il s'agit non seulement de mettre en échec les extrêmes droites mais aussi de construire de véritables alternatives aux projets de l'ultralibéralisme militarisé.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

**La situation dessine un rapport de forces particulièrement instable, certes très inquiétant mais où rien n'est encore joué**

## L'Équateur coincé entre violences sociales, néolibéralisme et narcotrafic

L'Équateur a récemment été sur le devant de la scène médiatique internationale. Depuis l'assassinat d'un candidat à la présidentielle en 2023, puis la prise d'otages en direct sur un plateau de télévision, en passant par la décision présidentielle de décréter l'état de guerre interne, ce pays rejoint le club des pays les plus violents d'Amérique latine.

Jusqu'à l'élection de Lenin Moreno en 2017, le pays était connu comme un de ceux où le taux de criminalité était le plus faible du continent. Cette élection a marqué une accélération brutale par rapport aux années précédentes sous la présidence de Rafael Correa (2007-2017). Cédant aux injonctions du FMI, Moreno s'est engagé dans une politique ouvertement néolibérale. Cette dernière a été aggravée par son successeur le banquier Guillermo Lasso. En réaction, le gouvernement a fait face en 2022 à une révolte massive de la population, notamment des peuples indigènes, comme cela avait été le cas en 2019.

### L'expansion des cartels et du narcotrafic

L'appauvrissement rapide de la majorité de la population ouvre la porte au développement de la criminalité. Trois éléments expliquent cette situation. Le premier, c'est la mise en œuvre des politiques néolibérales avec une explosion parallèle de la corruption. Face à la dégradation des conditions de vie et à l'absence de perspectives, entrer dans un gang permet de s'assurer d'un revenu minimum...

En deuxième lieu, l'Équateur est le pays d'Amérique latine qui a été le plus touché par l'épidémie de covid, en raison



Face à la dégradation des conditions de vie et à l'absence de perspectives, entrer dans un gang permet de s'assurer d'un revenu minimum

principalement de la forte dégradation des services publics de santé, ce qui a accentué la violence sociale subie par la population. En troisième lieu, la frontière nord avec la Colombie subit l'action des groupes de narcotrafiquants, qui ont pris la place de la guérilla des FARC, à la suite de l'accord de paix en Colombie (2016). Profitant des possibilités offertes de blanchir l'argent de

la drogue grâce à la dollarisation de l'économie, les groupes de « narcos » se sont implantés dans tout l'Équateur et au sein même de l'État. Coincé entre les pays producteurs de coca et de cocaïne (Pérou et Colombie) et bénéficiant de fortes infrastructures portuaires, notamment à Guayaquil, tout était prêt pour faire du pays une plateforme centrale du narcotrafic mondial.

### L'urgence d'une alternative politique radicale

Les mobilisations sociales qui se sont exprimées en 2022 n'ont pas encore débouché sur la construction d'un outil politique permettant d'offrir une perspective à la population équatorienne paupérisée. Seuls les peuples autochtones sont fortement



organisés autour de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), et c'est cette organisation qui a animé les luttes de 2019 et 2022. Cela explique aussi en partie que la présence des cartels est plus faible dans les provinces majoritairement autochtones, en particulier celles autour du golfe de Guayaquil. Enfin, les dernières mesures répressives du nouveau gouvernement Noboa, élu en 2023 à la suite à la démission de Lasso (accusé de corruption), ne visent pas à éliminer les causes profondes de l'explosion de criminalité. Au contraire ! Daniel Noboa vient d'une des familles les plus riches du pays et il cherche à profiter de la situation chaotique pour assoir son pouvoir. Comme au Salvador, le chantage de l'exécutif est dramatique : une certaine « paix civile », en échange de plus de néolibéralisme et de la suspension d'une grande partie des droits démocratiques.

## Nicaragua : La révolution confisquée

La « révolution sandiniste » est le nom de la décennie révolutionnaire qui s'est déroulée au Nicaragua, à la suite du renversement de la dictature de Somoza par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en juillet 1979.



Cette révolution a permis des campagnes massives d'alphabétisation, des avancées dans les domaines de la culture et de la santé, les réformes agraires (malgré leurs contradictions) et le formidable élan démocratique qui a traversé le pays (dans la pluralité politique). Mais la guerre « civile », ouvertement financée par les États-Unis, la dégradation de la situation économique (elle aussi largement orchestrée par les USA) ainsi que des contradictions internes à la révolution (centralisme du FSLN, pas de débat de congrès en dix ans, le nombre de morts d'appelés au service militaire) ont eu raison du souffle révolutionnaire. Et les sandinistes ont été défaits aux élections de 1990.



### Retour au pouvoir de Daniel Ortega

Quatorze années plus tard, l'ancien dirigeant sandiniste Daniel Ortega a remporté les élections. Mais il ne se réclame plus de la révolution qu'à des fins de propagande. C'est dans un climat de concentration extrême du pouvoir que le Nicaragua a connu une véritable insurrection civique en 2018. Le déclencheur en a été une contre-réforme des retraites imposée par le FMI : la répression qui s'est abattue sur les retraités qui manifestaient a entraîné une réponse immé-

diante des étudiantEs. Eux-mêmes réprimés. C'est alors toute la société qui s'est mobilisée. Bien au-delà de la question des retraites, la contestation s'est attaquée à la corruption et au pouvoir absolu du couple présidentiel. La population exigeait le départ d'Ortega et la restauration de l'État de droit.

### Répression et combat contre la dérive dictatoriale

Au prix de plusieurs centaines de morts, de milliers d'arrestations et de centaines de milliers d'exilés, le pouvoir a obtenu une

apparence de retour à l'ordre. Et il s'est employé, depuis l'automne 2018, à renforcer son pouvoir coercitif et à annihiler toute forme d'opposition. Actuellement, il n'existe plus de journaux ni de médias indépendants. La prison ou l'exil sont les seuls choix proposés par la dictature d'Ortega. La prison « el Chipote », tristement célèbre sous Somoza, n'a jamais cessé d'emprisonner et de torturer. La population est surveillée par des paramilitaires. Les fonctionnaires sont obligés de participer aux manifestations de soutien au régime sous peine de perdre leur emploi. Ortega n'est en rien l'héritier de la révolution sandiniste : il en est le fossoyeur. Pour faire chuter la dictature, l'opposition en exil essaie de se reconstruire (y compris avec les dirigeantEs sandinistes ayant refusé la dérive dictatoriale) et en renouant les liens entre les opposantEs restés dans le pays.

Ortega n'est en rien l'héritier de la révolution sandiniste : il en est le fossoyeur

## ÉCLAIRAGE HISTORIQUE Le péronisme argentin : progressistes et réactionnaires dans un même mouvement

Le mouvement péroniste est plutôt méconnu en France. C'est un mouvement national-populaire et bonapartiste, qui naît avec l'arrivée de Juan D. Perón au pouvoir dans les années 1940, porté par élan populaire et massif.

Sous sa présidence (1946-1955), le pays est organisé autour de l'idée de la justice sociale : le « justicialisme ». Ainsi, en même temps qu'il favorise le développement d'une bourgeoisie nationale et affirme son anticommunisme, il impulse des politiques progressistes basées sur le mouvement ouvrier, légalisant (et contrôlant « par en haut ») les syndicats, le droit de grève, le vote des femmes, développant la santé, l'éducation et un ensemble de politiques sociales.

### Le péronisme entre maintien de l'ordre et justicialisme

Ceci a impliqué de s'attaquer (partiellement) aux intérêts de l'impérialisme, d'un secteur de la bourgeoisie agraire et commerçante, créant une forte dualité politique entre péronistes et antipéronistes. Ces derniers, à l'origine du coup d'État de 1955, sont animés d'une véritable haine à l'égard de Perón, alors que l'attachement populaire à sa personne et à ses mythes (particulièrement incarnés par la figure d'Evita Perón) ne cesse, lui, de croître.

Avec l'épuisement du modèle économique basé sur l'industrialisation par substitution d'importations, dans les années 1970, le péronisme n'arrive plus à tenir les deux bouts entre maintien de l'ordre bourgeois et justice sociale, matinée de clientélisme. Émergent alors de fortes divisions internes entre des courants politico-militaires anti-impérialistes (comme les Montoneros), mais aussi une aile réactionnaire et fasciste (autour de l'Alliance anticommuniste argentine). Cette crise du modèle de coalition de classe péroniste a ouvert la voie à la pire des dictatures civilo-militaires que le pays ait connues (de 1976 à 1983).

### Le péronisme gestionnaire et l'extrême droite de Milei

À partir des années 1990, cette dualité justice sociale / maintien de l'ordre prend d'autres formes. D'abord, sous les présidences de Carlos Menem (1989-1999) qui incarne une voie péroniste radicalement néolibérale, tandis que Nestor Kirchner, élu en 2003, répond aux grandes mobilisations de 2001 et réaffirme un progressisme (modéré) tout en rouvrant les procès contre les militaires responsables de l'immense répression des années 1980. À la suite de l'élection d'Alberto Fernández en 2019 (après un mandat dominé par la droite) et la crise économique post-covid, le péronisme apparaît aux yeux du plus grand nombre comme un gestionnaire du capitalisme austéritaire et de la dette contractée auprès du FMI. Cette situation explosive (avec plus de 40% de pauvreté dans le pays) ouvre la porte à l'extrême droite « libertarienne » de Javier Milei, qui affirme ouvertement que la source des problèmes du pays est l'État, le justicialisme et les « mafias syndicales ».

### À lire sur le site



Plus d'articles sur l'Amérique latine



Sahel : le coup d'éclat des militaires, par Paul Martial



La frontière entre les États-Unis et le Mexique au centre de l'élection présidentielle, par Dan La Botz

**SANTÉ****Le patronat et le Conseil de l'ordre main dans la main contre la médecine du travail!**

Jean-Louis Zylberberg, médecin du travail et militant CGT, vient d'être interdit d'exercer son métier pendant un an, dont la moitié avec sursis, par la chambre disciplinaire régionale de l'Ordre des médecins.

Les torts? Avoir rédigé des avis d'inaptitude — décision par laquelle le médecin du travail constate que l'état de santé du salarié ne lui permet plus d'être employé à son poste et oblige l'employeur à le reclasser ou à le licencier — et oser faire le lien dans ses avis médicaux entre les conditions de travail dans une entreprise et la dégradation de l'état de santé des salariéEs.

**La médecine du travail attaquée depuis la loi El Khomri**

Faire en sorte que le travail soit adapté aux humainEs et non l'inverse, éviter l'altération de la santé des travailleurEs, c'est normalement le rôle de la médecine du travail, mais ce rôle est attaqué de toute part. D'abord par les contre-réformes successives, qui l'orientent progressivement vers une médecine de sélection de la main-d'œuvre. Avec la loi El Khomri, les délais entre les visites ont été espacés et peuvent désormais atteindre jusqu'à cinq ans. Les employeurs ont le droit ne pas donner suite aux demandes d'aménagement de poste faites par la médecine du travail, et les salariéEs ne peuvent plus exercer de recours devant l'inspecteur du travail. La surveillance médicale renforcée dont bénéficiaient les salariéEs les plus vulnérables et les plus exposés aux risques professionnels a été supprimée. La loi du 2 août 2021 réformant la santé au travail s'inscrit dans la même logique en chargeant les services de santé au travail de lutter contre la « désinsertion professionnelle ». Ces services se voient également transférer en partie, de même que les salariéEs elles et eux mêmes, la responsabilité de la prévention des risques professionnels.

**Pression forte du patronat**

Ce rôle est attaqué surtout par la pression quotidienne qu'exerce le patronat sur les services de santé au travail. Le statut des médecins du travail ne leur garantit aucune indépendance. Lorsque le service de santé au travail est propre à une entreprise, elles et ils sont recrutés directement par le patron, qui peut également les licencier (l'autorisation de l'inspection du travail est néanmoins nécessaire), et s'attend en tout cas à en avoir pour son argent. Les services interentreprises, quant à eux, sont financés par les cotisations des employeurs qui y adhèrent, et dirigés par un conseil d'administration au sein duquel la loi prévoit que le patronat ait une voix prépondérante. Forts de ces leviers, les DRH n'hésitent pas à « suggérer » des avis médicaux, à faire part de leur mécontentement face à une demande d'aménagement de poste, ou à exiger de changer de médecin du travail. Ces pressions ont malheureusement une certaine efficacité. Et pour les plus récalcitrantEs, c'est la plainte devant le Conseil de l'ordre: Dr Huez en 2016, pour avoir fait le lien entre la dépression d'une salariée et les pratiques maltraitantes d'un sous-traitant d'EDF; Dr Djemil en 2018, pour avoir déclaré inaptes des salariéEs victimes de harcèlement sexuel; Dr Zylberberg en janvier. Dans ce dernier dossier, la chambre disciplinaire a remis en cause des avis d'inaptitude qui n'avaient même pas fait l'objet d'une contestation de l'employeur devant le Conseil des prud'hommes, seule instance qui a le pouvoir de les infirmer. Les juridictions ordinaires constituent donc une chambre de résonance particulièrement accueillante pour les plaintes patronales...

En soutenant le Dr Zylberberg, nous nous battons pour une médecine du travail indépendante du patronat. Les Assises de la santé des travailleurEs, qui auront lieu les 13 et 14 mars à Paris, seront l'occasion de faire front ensemble: syndicalistes, chercheurEs, inspecteurEs du travail et professionnelEs de la santé au travail.

**CorrespondantEs**

**SANTÉ Après le discours d'Attal, réarmons nos luttes pour la santé publique**

Attal, le Premier ministre, a fait son discours. Entre autres sujets, il a parlé de la santé. Comme le reste, il en a parlé en des termes martiaux, puisqu'il a annoncé « poursuivre le réarmement de notre système de santé ».

Comme le signale le Collectif Inter-Hôpitaux (CIH), le « désarmement » du système de santé est en cours depuis de nombreuses années. Macron et ses gouvernements n'ont jamais cessé de supprimer des lits. Ils ne sont pas revenus sur la tarification à l'activité (T2A) malgré leurs promesses. Rappelons que depuis son lancement en 2004, ce mode de financement a grandement participé aux dérives de l'« hôpital entreprise », déconnecté des réels besoins des établissements et des patientEs.

**Renflouer la santé publique**

Aujourd'hui la fuite des soignantEs, épuisésEs, contribue au naufrage de la santé publique qui n'a pas besoin d'être « réarmée » mais renflouée. Partout en France, les milliers de lits fermés, les services d'urgences « régulés » — quand ils ne sont pas fermés —, les blocs opératoires en sous-régime par manque de personnel conduisent à des drames et des pertes de chances relayés quotidiennement dans la presse<sup>1</sup>. Attal n'a fait aucune annonce budgétaire. Les centres hospitaliers universitaires (CHU) manquaient d'au moins 1,2 milliard d'euros à la fin 2023, soit trois fois plus qu'en 2022. Que répond Attal à cette situation? : « Les moyens



du Ségur de la santé [n'étaient pas] encore arrivés partout ». Ajoutant que cela changera rapidement... Pour qu'il y ait plus de médecins face aux patientEs il pense à obliger les médecins libéraux à effectuer des gardes, en soirée, le week-end, dans leur cabinet, à l'hôpital ou en maison de santé. Évidemment le numerus clausus instauré depuis 1971 pour limiter les dépenses de santé a mécaniquement limité la formation de médecins et a créé des déserts médicaux dans tout le pays. Que ce soit en secteur rural ou urbain. Pour lutter contre ces déserts, Attal a annoncé vouloir régulariser des médecins étrangers, sans que aucun hôpital ne pourrait fonctionner aujourd'hui. Il a même expliqué qu'il allait nom-

mer un émissaire chargé d'aller chercher à l'étranger des médecins qui voudraient venir exercer en France. Rappelons qu'il y a aujourd'hui 18 000 praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE)... qui seraient inscritEs à une épreuve de vérification des connaissances. Par ailleurs, Attal avait promis lors de sa visite au CHU de Dijon de « mettre l'hôpital en haut de la pile » de ses dossiers et un budget hôpital sans précédent l'année prochaine (avec l'annonce des 32 milliards bidon). Quinze jours et une conférence de presse de Macron plus tard, l'hôpital est redescendu en bas de la pile et il ne reste plus que les gadgets organisationnels et punitifs qui ne résoudront rien. Par exemple l'obligation de payer les rendez-vous non honorés chez le médecin, dite « taxe lapin ».

Attal n'a pas abandonné l'idée de restreindre le droit à l'aide médicale d'État pour les étrangerEs sans-papiers. Et ce, malgré la censure de certains articles de la loi immigration de Darmanin par le Conseil constitutionnel. Il a expliqué que ce serait fait avant l'été, par voie réglementaire. Le projet de loi sur l'aide active à mourir sera examiné « avant l'été », avec la promesse de renforcer « considérablement » les unités de soins palliatifs.

**Des luttes d'ampleur nécessaires**

Après ces annonces, la vie des soignantEs et des patientEs ne va pas s'améliorer. Les moyens nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux ne seront pas donnés. Comme le dit le CIH: « Cela constitue une mise en danger avérée des citoyens ». Olivier Milleron qui en est membre enfonce le clou: « On a droit à des mesurette, des mesures gadget, tout ça reste très anecdotique par rapport à la crise actuelle, aux déficits historiques des hôpitaux [comprendre la sous-dotation budgétaire], aux services d'urgences qui ferment faute de personnels, aux problèmes d'attractivité... ».

Il n'y a donc pas d'autre solution que de renouer avec des luttes d'ampleur menées conjointement par le personnel de santé et la population pour que la santé publique soit pourvue des moyens nécessaires à la prise en charge correcte de quiconque en aurait besoin. Dépenser des milliards dans l'armement (de 49,3 milliards d'euros pour le budget militaire en 2023 à 69 milliards en 2030) et diminuer les budgets nécessaires aux soins de la population, au point de compromettre la santé, voire la vie, des malades, c'est un des symboles d'une société en voie de putréfaction.

**Commission santé sécu social**

1 - Communiqué du CIH du 2 février 2024.

**ÉDUCATION Le gouvernement veut la guerre scolaire**

Le Conseil supérieur des programmes (CSP) a publié le 30 janvier un avis sur l'organisation des enseignements en collège. Il s'agit d'officialiser un enseignement à deux vitesses et d'en finir avec le collège unique. Alors que dans chaque établissement les moyens sont revus à la baisse pour l'année prochaine, la ministre continue sa défense de l'école privée. La guerre scolaire se prépare.

En septembre dernier, Attal annonçait la mise en place des groupes de niveaux au collège. Désormais, c'est Oudéa-Castéra qui aura le privilège d'en finir totalement avec l'élevation du niveau de formation et de culture pour l'ensemble de la population.

**Le CSP ose tout, c'est à ça qu'on le reconnaît**

Le CSP reconnaît que grâce au collège unique « la quasi-totalité d'une classe d'âge accède au collège ». C'est trop pour eux: « force est de constater que le collège [...] est plus adapté à la poursuite d'études académiques ». Contre ce constat, le CSP souhaite la mise en place de deux groupes de niveaux (appelé « fondamentaux » et « approfondissements ») en français et en mathématiques dès la classe de sixième. Mais seulEs les élèves dans les groupes d'approfondissement pourront prétendre au lycée général. Pour les autres, c'est-à-dire la majorité des élèves, ce sera soit le lycée professionnel, soit le redoublement dans un groupe

d'approfondissement. Hasard du calendrier, la réforme du lycée professionnel vient d'être publiée au Bulletin officiel. Sans surprise, dès l'année prochaine, les élèves de LP auront moins d'heures de français, de mathématiques et de culture générale... Tout s'emboîte parfaitement.

**« Tous ne mouraient pas, mais tous étaient frappés »**

Si l'avis du CSP se transforme en loi, on peut imaginer que chaque collège aura au moins un groupe d'approfondissement. Mais on peut raisonnablement penser que dans les quartiers ruraux et populaires, il y aura majoritairement des groupes des fondamentaux, et l'inverse dans les établissements bien cotés. La pression va s'exercer à tous les niveaux scolaires, et d'abord sur les enseignantEs de collège. Cette pression descendra sur les professeurEs des écoles, qui devront faire réussir les évaluations de CM2 pour donner l'espoir à leurs élèves d'intégrer un groupe d'approfondissement. Et que dire des professeurEs de

LP qui devront redonner le goût scolaire à des élèves parqués en groupes des fondamentaux pendant tout le collège? Enfin, cela entraînera une diminution d'élèves en lycée général, donc une baisse des moyens et une augmentation des effectifs par classe.

Enfin, on peut penser que les élèves en difficulté cognitive, allophones, etc. seront relégués dans les groupes des fondamentaux. C'est la fin de l'école inclusive. Il y a fort à parier que de nombreuses familles feront le choix de l'école privée, si jamais leur enfant est placé dans le groupe « des faibles ». Comme l'a fait la ministre Oudéa-Castéra, parce qu'elle veut le meilleur pour ses enfants (qui, de son point de vue, est une école non-mixte et homophobe).

**Nous refusons la mort de l'école publique**

L'appel à la grève du 1<sup>er</sup> février a été suivi par 47% d'enseignantEs. Du jamais vu depuis la grève du 13 janvier 2022. Il y a un nouvel appel national pour le 6 février.

**À lire sur le site**

**Volte-face de Renault: trop d'incertitudes pour la voiture électrique**

**Regain de combativité, maintenant le tour de la SNCF!**

**Pacé. Fachos hors de nos écoles et de nos vies! C'est ce qu'on a fait à Pacé!**

En Seine-Saint-Denis, une assemblée générale, soutenue par les organisations syndicales appelle à la grève le jour de la rentrée, le lundi 26 février, pour un plan d'urgence dans ce département. La tâche immédiate est de se mettre en ordre de bataille. Cela passe par chiffrer les moyens nécessaires, en assemblées générales soutenues par les syndicats, comme dans le 93. L'État dispose largement des moyens pour son école, en arrêtant de financer les écoles privées. Il ne s'agit pas d'un retour au « collège unique » qui n'a jamais résolu les problèmes sociaux des élèves. Nous voulons une école publique qui ne choisit pas son public, avec des classes à effectifs réduits et qui permet d'élever le niveau de formation et de culture de l'ensemble de la population. La grève reconductible de l'ensemble de la profession, soutenue par les parents d'élèves, sera nécessaire pour gagner. Nous sommes devant un choix politique majeur. À nous d'y répondre!

**Raphaël Gregg**

# Culture

## ESSAI **De la démocratie en Françafrique. Une histoire de l'impérialisme électoral, de Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla**

La Découverte, 2024, 384 pages, 22 euros.

Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla étudient un pan souvent méconnu de la politique française africaine : les élections. L'ouvrage analyse en détail comment la France utilise et manipule les scrutins dans le seul objectif de maintenir sa domination. Sous la colonisation, l'enjeu était de limiter le poids électoral des autochtones. Consciente ensuite que la question de l'indépendance des pays africains ne pourrait être évitée, « la France aura donc finalement utilisé les élections pour fabriquer, sélectionner une élite dirigeante dotée d'un double profil bien caractéristique : une légitimité populaire souvent douteuse et une posture de dépendance vis-à-vis de l'ancienne métropole. » Un procédé de fabrication usant de fraude électorale et d'élimination des opposants qui sera repris par les potentats africains avec la complicité de l'ancienne puissance coloniale. Comme le soulignent les auteurs, la mise en place de la 5<sup>e</sup> République en France a permis d'octroyer au président un pouvoir sur les affaires africaines se révélant sans partage et sans contrôle. Désormais les pays du pré carré connaîtront une « démocratie de basse intensité ».

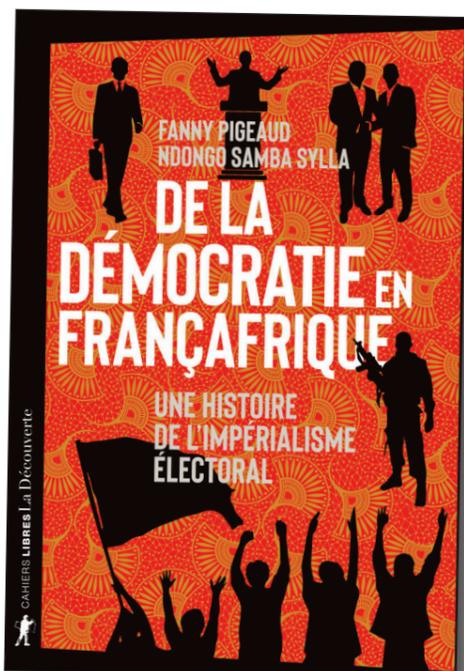
### Eugénisme électoral au Sénégal

L'ouvrage nous offre une étude détaillée des méthodes qualifiées d'« eugénisme électoral », avec l'exemple du Sénégal. Elles permettront l'élection en 2019 de Macky Sall. Ce chapitre se révèle d'autant plus prenant que la même opération se réitère sous nos yeux pour les élections de cette année.

L'analyse du lien entre démocratie et libéralisme économique, qui accompagnera les politiques d'ajustements structurels ôtant tout réel pouvoir aux politiques, explique en partie le soutien dont peuvent bénéficier les auteurs des récents coups d'État en Afrique. L'ouvrage se termine par un questionnement sur la démocratie comme point d'appui à « un projet de libération humaine » avec le concept de « démocratie substantive ». Une notion aussi bien utilisée par le philosophe marxiste István Mészáros, un des animateurs de l'École de Budapest, que par Achille Mbembe, un temps pourfendeur de la Françafrique, qui a décidé d'accompagner la politique africaine de Macron.

Un ouvrage passionnant qui séduira au-delà du cercle (trop) restreint des personnes intéressées par l'Afrique.

Paul Martial



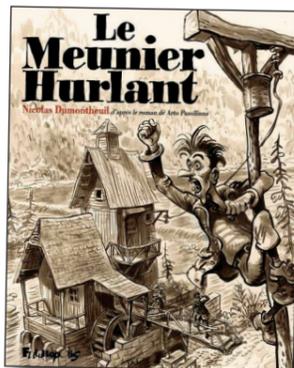
## BD **Le Meunier hurlant, de Nicolas Dumontheuil**

D'après le roman de Arto Paasilinna, traduit en français par Anne Colin du Terrail, éditions Futuropolis, 152 pages, 24 euros.

À nord de la Finlande, peu après la Seconde Guerre mondiale — un épisode compliqué de l'histoire de la Finlande — une communauté villageoise voit arriver d'un œil plutôt favorable le meunier Gunnar Huttunen, qui rachète et remet d'aplomb le moulin local, promesse d'un retour à la prospérité...

### Un étrange défaut...

Cependant, très rapidement, Gunnar se fait remarquer : quand il est contrarié, quand il fait face à de fortes émotions, Gunnar hurle à tout-va, ne connaissant guère de limites dans son répertoire animalier, avec une intensité qui peut amener le commun des mortels à considérer que le meunier hurle à la mort, ce qui, il faut bien en convenir, n'a pas que des avantages ! Gunnar s'attire alors les foudres des personnages importants du canton, ne gardant peu à peu plus



aucun soutien dans la population si ce n'est celui du facteur, d'un policier, et aussi, et surtout, de la conseillère rurale Sanelma Käyrämö.

Dès lors, tout est fait par les autorités pour mettre fin au trouble Huttunen, pour le faire enfermer, pour organiser sa déchéance et le priver de ses biens, de ses droits. De cette bataille inégale, qui voit Gunnar rassembler de maigres soutiens, plus marginaux les

uns que les autres, s'entourer d'appuis plus ou moins naturels, mais puissants, il ressort une victoire logique de l'ordre et de la morale. Mais, en y regardant de plus près, l'on pourrait y voir, au fond du cœur des gens honnêtes et simples, le triomphe des forces tranquilles qui gouvernent le monde au-delà du cercle polaire.

### Une interprétation déjantée...

Il règne, de façon générale, dans les romans de Arto Paasilinna, une forme d'harmonie délirante, qui entoure une galerie de portraits extravagants. L'on y croise une incroyable profusion de personnages bizarres, étranges, scandaleux, généreux, drôles, absurdes, fantasques, que rien ne saurait égaler, sinon peut-être un séjour en hiver auprès des habitants du Grand Nord finlandais. Dès lors, conscient de cet état de fait, l'on ne peut qu'être impressionné par la puissance

de l'écho donné par Nicolas Dumontheuil à cette folle atmosphère. La démesure de son interprétation épouse parfaitement l'excès inhérent à une nature hostile mais généreuse et rend très bien compte du caractère, tellement bien trempé, que doivent afficher les hommes et les femmes de cette région qui ne renoncent pas à la liberté et qui n'abdiquent pas devant une société conservatrice et fermée.

Claude Moro

### Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

## ESSAI **Forteresse Europe. Enquête sur l'envers de nos frontières, d'Émilien Bernard**

Lux Editeur, 2024, 304 pages, 20 euros.

À l'heure où les discours nationalistes et le repli identitaire résonnent plus forts que jamais, *Forteresse Europe* se penche sur les mécanismes mis en place par les membres de l'Union européenne pour fermer leurs frontières de façon toujours plus hermétique, au mépris de toute considération humaine.

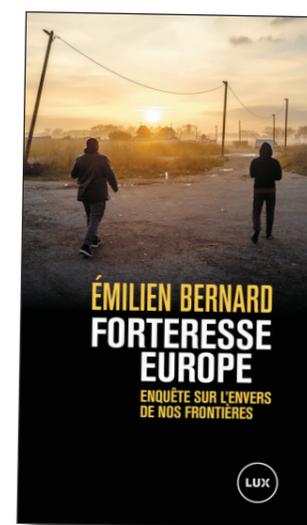
### Externaliser l'horreur

Alors que le mythe paranoïaque de « grand remplacement » tourne en boucle dans les médias dominants, l'Union européenne déploie d'innombrables moyens, coûteux et meurtriers, pour repousser ceux qui tentent de trouver comment se construire une vie digne loin des conflits de leurs pays d'origine. C'est à grand renfort de financements et d'aide logistique que nos gouvernements externalisent ces procédés, en confiant au Maroc,

à la Libye, à la Serbie... le soin de refouler les migrantEs. Une façon de garder les mains propres en apparence et l'horreur loin des yeux, loin du cœur, et donc loin des préoccupations de l'opinion publique. Les drames et les morts s'accumulent, en mer autant qu'au pied des murs frontaliers, sans émouvoir. Les officiels cherchent à invisibiliser mais aussi, au besoin, à justifier cette lutte par tous les moyens contre ceux que l'on voudrait nous faire voir comme une menace civilisationnelle majeure.

### De l'hypocrisie des frontières

La lutte contre les personnes migrantes confine à l'acharnement. Au départ, les barbelés, les drones, les PAF, les garde-côtes, les embarcations précaires, les noyades. Acharnement monstrueux, et inutile : ceux qui persévèrent finissent souvent par



passer. Pour les chanceuSEs qui réussissent, au terme d'un voyage de parfois plusieurs années, le pire n'est pas derrière. À l'arrivée, ce sont, souvent pendant des années, l'enfer administratif, les CRA, les violences policières et

la xénophobie ambiante qui les attendent. Chaque jour iels sont humiliéEs, traquéEs, délogéEs, leurs campements de fortune détruits. Tout, plutôt que de les laisser s'établir et retrouver dignité et autonomie. Les rendre indésirables aux yeux de la population, et leur faire comprendre qu'iels le sont, surtout.

Avec des témoignages parfois très durs de migrantEs et de militantEs, et en se rendant sur le terrain, Émilien Bernard brosse un tableau complet et sans appel de la situation de ceux qui risquent tout, et sur l'inhumanité des frontières. Une remarque toutefois, à la question que l'auteur se pose, « *Qui parmi l'extrême gauche pour vraiment dénoncer l'Europe forteresse [...] qui pour en faire l'un des points fort de son programme, de son discours ?* », on aurait quand même envie de répondre : « *ben... nous ?!* »

Cyrielle L.A.

# Vie du NPA

## QUIMPER **Débat autour des trotskistes dans la guerre**

À l'invitation du NPA Cornouaille (29) et de militantEs de la IV<sup>e</sup> Internationale les auteurs (deux sur trois), Henri Le Dem et François Preneau sont venus à Quimper présenter le livre « *De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre. Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste* ».

Ce 2 février, plus de cinquante personnes attentives et curieuses ont écouté les présentations passionnées de nos camarades et auteurs ainsi que celle de Jean-Michel détaillant le parcours de deux quimpéroisEs (Éliane Rönel et Henri Berthomé), protagonistes de ce pan d'histoire assez méconnu et occulté... Histoire vécue par cette poignée de jeunes militantEs qui ont été jusqu'au bout de leurs convictions ouvrières, antifascistes et internationalistes jusqu'à la déportation et/ou la mort.

Signe de l'attention de l'auditoire, les discussions se sont poursuivies sur place et lors de l'auberge espagnole/bretonne improvisée. Le stock des livres (30) fut rapidement épuisé.

Le lendemain, à la maison de la presse « Qui pousse » à Châteaulin, les camarades ont repris leur présentation dans une discussion plus intime mais toujours aussi passionnante. Initiative à renouveler ici en Bretagne et ailleurs.

Correspondant 29

# ENTRETIEN « L'accueil inconditionnel institue une relation fiable et rassurante qui permet l'approche d'une subjectivité pathologique »

**Jean-Pierre Martin**, psychiatre retraité du service public et consultant à Médecins du Monde, militant à l'Union syndicale de la psychiatrie (USP) et membre d'Ensemble!, vient de publier un nouvel ouvrage : « L'Accueil, une clinique d'hospitalité »<sup>1</sup>. L'Anticapitaliste l'a rencontré à cette occasion.

**Des faits divers récents mettant en cause des personnes ayant fait l'objet de soins psychiques ont une nouvelle fois défrayé la chronique. Comment réagis-tu aux déclarations du ministre de l'Intérieur? Que nous disent-elles des attentes de la politique vis-à-vis de la psychiatrie?**

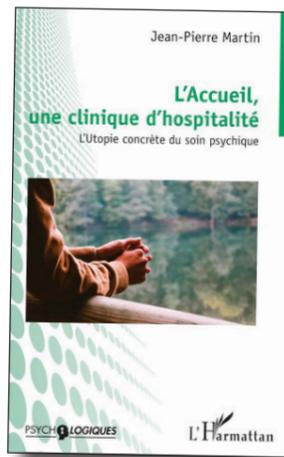
Le ministre de l'Intérieur Darmanin parle de « ratage de la psychiatrie » à la suite de l'attaque au couteau et au marteau par un islamiste radical faisant deux blessés et un mort le samedi 2 décembre à Paris. Après le drame survenu à Noël 2023 dans la ville de Meaux dont il est le maire, Jean-François Copé dénonce des « prises en charge insuffisantes » conduisant des malades « pourtant dangereux à être abandonnés à eux-mêmes, sans que l'on puisse contrôler correctement le respect des obligations de soins ». Ces deux situations posent des questions rendues confuses par l'usage du pouvoir politique de la notion d'injonction de soin, votée en 1998 comme mesure judiciaire en cas de violences sexuelles, étendue ensuite à toutes les violences familiales et sociales par l'institution policière. Dans la lignée du discours politique sécuritaire de Sarkozy en 2011, dit de défense des victimes, est mise en place la garde à vue psychiatrique de 72 heures en hospitalisation à évaluer par un médecin.

Il est clair que les politiques économiques néolibérales alimentent un sentiment sécuritaire qui ne distingue plus la réponse policière de celles démocratiques des institutions judiciaire et de santé publique. Gérald Darmanin, réclame que les autorités — « le préfet, les policiers » — puissent « demander, exiger, une injonction de soins » afin de prévenir des passages à l'acte. Cette remise en cause institutionnelle, proche d'un populisme pénal, se retrouve dans la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice, dont l'article 44 transfère tout simplement les compétences civiles du juge des libertés et de la détention au magistrat du siège du tribunal judiciaire. Ce recentrage de l'hospitalisation sans consentement sur la matière pénale ne peut ignorer le rôle du magistrat en droit civil, notamment en matière de rétention des étrangers ou à propos du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile d'une part, et du code de la santé publique d'autre part.

**Tu poses dans ton livre la question : « Comment la souffrance psychique du sujet est-elle un modèle universalisable pour d'autres cultures**

**et civilisations que celles de l'Occident, sans être une source de colonisation culturelle et politique? Tes interventions en tant que consultant de Médecins du Monde auprès des migrantEs ont nourri ta réflexion sur ce que tu appelles la « clinique de l'exil ». Peux-tu nous en donner quelques aperçus?**

La question remet en cause tous les processus de colonisation marchande de l'Occident et d'autres puissances actuelles, comme la Russie et la Chine. L'accueil et l'écoute soignante de migrantEs réfugiéEs issuEs des guerres, des destructions des cultures traditionnelles et des crises écologiques, à la recherche d'un lieu où vivre, sont confrontés à la reproduction d'une colonisation capitaliste qui ne cesse pas et au non-accueil en fonction des besoins du marché et d'exigences électorales. Si le trauma et le vécu dépressif rendent compte de l'émotionnel commun, ce qui est souffrance psychique et maladie traite une subjectivité de représentations symboliques culturelles différentes en crise dans la société d'arrivée. L'entendre et s'instruire participent de pratiques cliniques et institutionnelles d'accueil inconditionnel, une clinique d'habiter ensemble l'entre-deux culturel. La présence de l'interprète, entre langues différentes de la subjectivation, mobilise une relation à trois qui participe de la resymbolisation du symptôme dans ce qui est ou pas maladie. L'habiter est ici un apprentissage transculturel de l'humain qui s'inscrit dans le travail d'acculturation des migrantEs. L'écoute relationnelle s'inscrit dans le trauma individuel et social de la société d'arrivée qui s'alimente de la précarisation généralisée du commun, de la souffrance psychique de la vie des « gens de la moyenne » d'ici et d'ailleurs. Entre fin du monde et fin de mois, réapparaît le trauma mortifère de l'exil chez soi qui a été le quotidien de la perte du lien social pendant la pandémie de covid, une crise écologique majeure de l'écosystème de la planète. Avec la guerre en Ukraine et en Palestine, chacunE, en individuel ou en collectifs, est en recherche de symbolisation vivante d'un lien social dont l'atteinte psychique traumatique est l'expression durable et intergénérationnelle d'un travail de déshumanisation. L'accueil des migrantEs participe d'une résistance commune à la destruction des services de santé publics : le refus du déni de l'accueil des migrantEs est la lutte pour une réelle démocratie, normalité vivante qui s'oppose



**L'accueil des migrantEs participe d'une résistance commune à la destruction des services de santé publics**

à une normalisation sociale à coups de 49-3 pour travailler plus et imposée par les gouvernements du capitalisme.

**Tu préconises, dans ton livre, une « clinique d'hospitalité », alternative aux politiques libérales/sécuritaires. Peux-tu préciser ce qu'est cette « utopie concrète » et quelle « stratégie de transition » pour la faire advenir?**

Des politiques économiques néolibérales imposent la financiarisation du soin et la transformation à marche forcée de celui-ci en marchandise. Le sujet est réifié : il devient une chose évaluable par une science du cerveau objective avec ses médicaments et ses techniques comportementales de maîtrise du symptôme. L'acte de soin de la subjectivité est déshumanisé par sa réduction à une « anormalité » biologique, le traitement se résume à de « bonnes pratiques » opposables par les recommandations de la Haute Autorité de santé aux équipes soignantes et aux patientEs. La psychiatrie, reconnue comme discipline autonome en 1968, est subvertie en tant que psychiatrie publique et devient un programme de santé mentale positive de contrôle social et de tri avec ses données de saisies algorithmiques.

Les restructurations comptables de l'organisation du travail et d'un effectif soignant à flux tendu en réduction mettent à mal son éthique de la relation soignante. Les soignantEs « ne savent plus quel métier ils font » avec les patientEs. Les démissions de soignantEs du service public sont générales.

La réification du sujet en chose économique est particulièrement dramatique pour la pédopsychiatrie. Les besoins affectifs et les turbulences de l'enfant cessent d'être l'objet d'une pratique soignante, d'où le développement de la médication médicamenteuse et la rééducation comportementale.

L'ensemble des équipes de soins de la pédopsychiatrie et des CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques) sont soumis aux restructurations économiques qui additionnent leurs fermetures. L'accueil inconditionnel, le fait d'être-là avec les patientEs institue une relation fiable et rassurante qui permet l'approche d'une subjectivité pathologique avec la recherche du consentement aux soins des patientEs. Le respect de la personne est l'expression de droits humains fondamentaux dans la négociation du consentement à quels soins, avec qui et en quel lieu? Le cheminement d'une élaboration clinique relationnelle est à construire à partir de la parole des patientEs.

Implanté en proximité de la vie sociale, le centre d'accueil et de crise permet l'écoute avant toute décision d'hospitalisation de tiers parentaux et sociaux par le médecin généraliste ou urgentiste. Cette écoute participe d'une cartographie de leurs vécus et des lieux ressources face au sujet en crise. Son implantation sur le territoire du secteur permet avec le CMP (centre médico-psychologique) et l'hôpital de jour des actions en commun de recours en cas de crise. Le centre d'accueil est un repère pour les structures animées par les patientEs.

L'alternative se situe donc dans la réappropriation et l'actualisation des acquis institutionnels de pratiques cliniques relationnelles et éthiques par des soignantEs en lutte qui restent et résistent dans le service public avec les patientEs. Elle est à enseigner dans la formation. Les connaissances cliniques incluent une clinique « carrefour de sciences » biologiques et humaines, la psychanalyse étant une source de connaissances spécifique.

**Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier**

1 – L'accueil, une clinique d'hospitalité.

L'utopie concrète du soin psychique. Éditions L'Harmattan, 2023, 23 euros.

## Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitaliste1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°152 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : L'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)